



Protéger la chaîne d'approvisionnement en intrants des petits producteurs agricoles dans le contexte de la COVID-19 en Afrique

(12 avril 2020)

Messages clés:

- Faciliter le commerce interrégional (et intercontinental) des principaux intrants agricoles
- Maintenir en fonctionnement les mécanismes d'approvisionnement en intrants des petits producteurs en classant les petits négociants ruraux de produits agricoles parmi les acteurs «essentiels» dans la réglementation encadrant la lutte contre la propagation
- Exploiter les enseignements tirés de la réaction à la maladie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest
- Si possible, avoir recours à l'émission électronique de bons pour les programmes de distribution d'intrants et l'accès aux services (tracteurs, transports et services mécanisés) subventionnés ou financés par l'État
- Envisager de verser des avances en espèces aux petits producteurs afin qu'ils puissent se procurer des intrants pour les saisons prochaines et ne soient pas endettés une fois que la pandémie aura régressé et que les mesures d'endiguement auront été allégées
- Autoriser les marchés semenciers informels et les foires aux intrants à continuer de se tenir, dans le strict respect de la réglementation sanitaire
- Investir dans des installations de stockage (y compris d'entreposage frigorifique pour les intrants vétérinaires et les denrées périssables)
- Veiller à ce que l'assistance à la préservation des moyens d'existence (distributions de semences à grande échelle, par exemple) figure comme un élément essentiel dans les réglementations sur la poursuite des interventions humanitaires

Les petits producteurs forment une catégorie importante qui produit de la nourriture pour les ménages et pour le monde entier, à partir d'une base de ressources naturelles qui s'épuise. Il s'agit des agriculteurs qui travaillent moins de deux hectares de terres, des éleveurs à domicile et des (agro-)pasteurs, ainsi que des pêcheurs et des personnes dépendantes des forêts.

Il y a quelque 500 millions de petits agriculteurs dans le monde, qui produisent jusqu'à 80 pour cent des aliments consommés en Afrique et en Asie¹. En Afrique, en particulier, ils nourrissent et emploient les deux tiers de la population et travaillent 62 pour cent des terres². Les petits producteurs sont extrêmement vulnérables face aux chocs et aux stress. Leurs moyens d'existence sont tributaires des saisons et peuvent être aisément perturbés par des flambées des prix des intrants ou par des extrêmes climatiques, comme les sécheresses et les inondations.

¹ FIDA. *Smallholders, food security, and the environment*, 2013.

² <http://www.fao.org/family-farming/regions/africa/en/>.

Il est indiqué dans l'édition 2019 de *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde* que la faim continue de progresser dans presque toutes les sous-régions d'Afrique, ce qui fait de ce continent l'un de ceux où la prévalence de la sous-alimentation est la plus élevée (un Africain sur cinq souffre de la faim). La pandémie de COVID-19 pourrait avoir de lourdes conséquences. Il est important de noter que certains pays africains sont en proie à une crise alimentaire découlant de divers chocs, imputables notamment au climat, à un conflit ou encore à des organismes nuisibles et des maladies touchant les animaux et les végétaux. C'est le cas de l'Afrique de l'Est, confrontée actuellement à une situation d'urgence liée aux criquets pèlerins.

Selon le Centre africain de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), 52 États membres de l'Union africaine (UA) avaient signalé des cas confirmés de COVID-19 au 7 avril 2020. Par conséquent, les gouvernements ont rapidement mis en place des mesures pour contenir la propagation de la pandémie. Certaines de ces mesures ne sont pas totalement harmonisées avec celles des pays voisins, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'endigement de la COVID-19 et sur la sécurité alimentaire dans l'ensemble de la région. En outre, beaucoup de ces mesures pourraient avoir une incidence négative sur les chaînes de valeur¹ et les flux agroalimentaires, en particulier pour les populations pauvres et vulnérables.

Difficultés découlant de la pandémie de COVID-19

Face à la crise actuelle, les petits producteurs représentent un atout majeur car ils peuvent continuer à produire au niveau des exploitations familiales. Par conséquent, il est fondamental que les chaînes d'approvisionnement en intrants et en services agricoles soient considérées comme prioritaires et que les mesures sanitaires et phytosanitaires nécessaires soient mises en place pour assurer la sécurité des acteurs concernés. Afin de faciliter la continuité de la production alimentaire en cette période, il sera crucial de résoudre certains des problèmes qui entravent déjà ou pourraient entraver l'accès aux intrants, y compris les services fournis par les autorités locales ou nationales, comme la vulgarisation et l'appui vétérinaire.

Bien souvent, les petits agriculteurs se procurent des intrants et des services agricoles par l'intermédiaire de chaînes d'approvisionnement plus larges, dont ils sont dépendants. Les restrictions de circulation au niveau national et le ralentissement et/ou la suspension de certains services, notamment dans les ports et aux points de contrôle aux frontières, se répercutent sur les importations, ce qui pénalise les petits producteurs.

¹ Les chaînes de valeur agroalimentaires reposent sur des réseaux interdépendants composés de divers acteurs – y compris les agriculteurs et les producteurs, grands ou petits, les fournisseurs et les distributeurs d'intrants (semences, engrais, machines, etc.) et de services agricoles, les transporteurs et les prestataires de services logistiques, les transformateurs et les fabricants de produits agricoles, les exportateurs et les importateurs, ainsi que les inspecteurs et les systèmes de contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, pour n'en citer que quelques-uns.

Le calendrier de production n'en est pas au même stade sur l'ensemble du continent et il convient de tenir compte du caractère saisonnier des activités agricoles à l'heure d'instaurer les diverses mesures de contrôle, afin de ne pas manquer d'occasions importantes. En Afrique de l'Est (Kenya, Somalie et certaines parties de l'Éthiopie), par exemple, la plantation pour la principale saison agricole est en cours et tout retard dans les flux d'intrants aura un effet boule de neige. Au Sahel, où le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire aiguë a augmenté considérablement en un an (passant de 10,6 millions pendant la période de soudure de 2019 à 17 millions, selon les estimations, pour la période de soudure à venir), la saison de plantation commence en juin et les agriculteurs doivent avoir accès aux intrants dès que possible.

En outre, dans les pays où la saison de plantation est plus tardive, notamment en Afrique australe, ne pas agir immédiatement pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en intrants pourrait empêcher les agriculteurs de disposer de ces produits à temps et aurait donc des répercussions sur la production alimentaire. Cela aurait un effet dévastateur dans certaines zones de la sous-région, qui ont connu des cyclones et une sécheresse aiguë l'an dernier et où l'insécurité alimentaire était déjà en hausse.

Comme nous l'avons indiqué, les petits agriculteurs produisent à la fois pour leur ménage et pour la vente sur les marchés. Par conséquent, il est crucial que l'accès aux marchés d'intrants et de produits agricoles et les flux qui alimentent ces marchés demeurent opérationnels afin de réduire au minimum les contractions de la demande. Cela incitera les producteurs à se procurer des intrants et à produire des végétaux, des animaux et d'autres denrées.

La crise actuelle nous oblige tous à réfléchir à des moyens de faciliter et de renforcer les systèmes au niveau local, ce qui consiste à rapprocher autant que possible les interventions des populations et de leurs besoins, tout en maintenant en fonctionnement et en améliorant les systèmes agroalimentaires interrégionaux, transfrontières et internationaux en amont.

Mesures proposées pour relever ces défis (pour examen)

Il sera indispensable d'appliquer des solutions intégrées pour sécuriser les systèmes agroalimentaires et les adapter aux besoins tant des petits producteurs que des producteurs commerciaux de plus grande taille, en gardant à l'esprit qu'ils sont interdépendants – cela vaut même pour les communautés les plus isolées.

Faciliter le commerce interrégional (et intercontinental) des principaux intrants agricoles

Tirer parti des possibilités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine, par exemple en instaurant des exemptions de restriction des importations et en facilitant la circulation transfrontière de produits alimentaires et/ou d'intrants destinés aux chaînes d'approvisionnement agroalimentaires

- Développer les importations de végétaux essentiels à la sécurité alimentaire afin de garantir la stabilité des approvisionnements nationaux

- Instaurer des exemptions de restriction pour les importations et la circulation des intrants indispensables (semences, engrais, matériel, pièces détachées, etc.)
- Mettre en place des protocoles relatifs à la circulation transfrontière d'animaux vivants, par exemple en s'appuyant sur les accords en vigueur facilités par l'IGAD dans la zone du Grand Karamoja. Cela sera particulièrement important pour les populations pastorales vulnérables, dont la survie est tributaire de déplacements transfrontières saisonniers

Maintenir en fonctionnement les mécanismes d'approvisionnement en intrants des petits producteurs

Étant donné que les petits producteurs s'appuient sur une palette de mécanismes d'approvisionnement en intrants à caractère informel ou de niveau national, qui vont d'une production semencière propre ou locale jusqu'à de grands programmes subventionnés, comme en Zambie, les mesures visant à assurer la continuité de ces mécanismes peuvent prendre plusieurs formes:

- Classer les petits négociants ruraux de produits agricoles parmi les acteurs «essentiels» dans la réglementation encadrant la lutte contre la propagation;
- Exploiter les enseignements tirés de la réaction à la maladie à virus Ébola en Afrique de l'Ouest, où des organisations de producteurs existent et fonctionnent, et aider celles-ci à participer pleinement aux négociations, en achetant des intrants en gros, en ayant accès aux transports et à des installations de stockage, ainsi qu'en rapprochant autant que faire se peut les approvisionnements du niveau local;
- Dans la mesure du possible, avoir recours à l'émission électronique de bons pour les programmes de distribution d'intrants et l'accès aux services (tracteurs, transports et services mécanisés) subventionnés ou financés par l'État;
- Envisager de verser des avances en espèces aux petits producteurs afin qu'ils puissent se procurer des intrants pour les saisons prochaines et ne soient pas endettés une fois que la pandémie aura régressé et que les mesures d'endiguement auront été allégées;
- Autoriser les marchés semenciers informels et les foires aux intrants à continuer de se tenir, dans le strict respect de la réglementation sanitaire. Cela implique d'accroître considérablement le nombre de sites où des marchés informels de semences ou de produits agricoles ont lieu et de limiter le nombre de vendeurs et d'acheteurs, ainsi que de veiller au respect des distances de sécurité entre les vendeurs. À cet égard, l'État doit superviser les opérations et se coordonner avec le secteur privé et les organisations de producteurs;
- Investir dans des installations de stockage (y compris d'entreposage frigorifique pour les intrants vétérinaires et les denrées périssables) aux niveaux des autorités locales, des communautés et des ménages, à la fois pour préserver les réserves d'intrants et pour réduire les pertes après récolte. Ces investissements pourraient être réalisés en collaboration avec les acteurs du Forum mondial sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène et d'autres;

- S'appuyer sur les systèmes informels, par exemple l'organisation des jeunes chauffeurs de motos-taxis (*boda boda* au Kenya et en Ouganda), pour les livraisons locales. Cette démarche pourrait s'accompagner de messages sur la santé et la sécurité;
- Instaurer des politiques visant la continuité des services d'appui essentiels aux chaînes de valeur agroalimentaires – les États peuvent faciliter le maintien en fonctionnement des mécanismes consultatifs, des associations de producteurs, des coopératives, des entreprises, des programmes de lutte contre les organismes nuisibles, ainsi que des services vétérinaires et de vulgarisation – en mettant l'accent sur la lutte contre les maladies et les mesures de contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des aliments, par exemple en transposant à plus grande échelle les innovations liées aux technologies numériques, comme au Rwanda notamment, où elles ont déjà été mises à l'essai. Cela permettrait aux agriculteurs de continuer à bénéficier de conseils techniques.

Veiller à ce que l'assistance à la préservation des moyens d'existence figure comme un élément essentiel dans les réglementations sur la poursuite des interventions humanitaires

L'assistance aux moyens d'existence, par exemple les distributions de semences à grande échelle au moyen des mécanismes les plus adaptés, est largement reconnue comme un élément central des interventions humanitaires et cela doit se refléter dans les accords nationaux et locaux sur la continuité de l'action humanitaire. En 2018, par exemple, un tiers de la récolte nationale obtenue à la fin de la saison de production principale au Soudan du Sud était issu des semences et des intrants fournis par la FAO.

- Les achats locaux d'intrants agricoles à des fins humanitaires doivent être exemptés de restriction.
- La constitution de réserves humanitaires efficaces et efficientes de nourriture, de semences et d'aliments pour animaux d'élevage doit être envisagée et réalisée bien avant le début de la saison.
- Les stocks de produits vétérinaires cruciaux (vaccins, médicaments) doivent être accrus et transférés au plus près des populations locales, de même que l'appui à la chaîne du froid.

Questions directrices pour l'examen par les ministres:

- Quelles sont les principales difficultés à prévoir au niveau de la chaîne d'approvisionnement en intrants?
- Quels intrants sont les plus touchés?
- Quelles solutions apportez-vous à ces problèmes?
- Pensez-vous que cela puisse avoir des répercussions sur la prochaine saison de plantation?